12.11.2015

FR

Journal officiel de l'Union européenne

L 296/137

Section II: Objet

I.1) Étendue du marché	
II.1.1) Intitulé:	Numéro de référence: ²
II.1.2) Code CPV principal: [][].[][].[][].[][] Descripteur supplémentaire: 1,2 [][][][][
II.1.3) Type de marché O Travaux O Services	
II.1.4) Description succincte:	
II.1.5) Valeur totale estimée ²	
Valeur hors TVA: [] Monnaie: [] [] [
II.1.6) Information sur les lots	
Ce marché est divisé en lots O oui O non Il est possible de soumettre des offres pour O tous les lots O nombre maximal de lots: []	O un seul lot
 □ Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: [] □ Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer des marchés combinant les lots ou grou 	upes de lots suivants:
II.2) Description 1	
II.2.1) Intitulé: ² Desserte aérienne de Wallis et Futuna	Lot nº: 2 2
II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s) 2	
Code CPV principal: 1 [6] [0] . [4] [1] . [0] [0] . [0] Descripteur supplémentaire: 1,2 [] []][]
II.2.3) Lieu d'exécution	
Code NUTS: 1 [] [] [] Lieu principal d'exécution: Wallis (Wallis et Futuna)	
II.2.4) Description des prestations: (nature et quantité des travaux ou services, ou indication des besoins et exigences) et retours par semain	entre Wallis etNandi (Fidji). Minimum de trois allers ne. Toutefois, pendant 12 semaines dans l'année,
II.2.5) Critères d'attribution minimum de deux all minimum.	lers et retours par semaine. Appareils de 30 sièges
La concession est attribuée sur la base des	d'importance)
II.2.6) Valeur estimée	
Valeur hors TVA: [$3M$] Monnaie: [ϵ][] [] $par an sur cinq ans$	
II.2.7) Durée de la concession 8	
Durée en mois: [60] ou Durée en jours: [ou Début: (jj/mm/aaaa) / Fin: (jj/mm/aaaa) / Fin: (jj/mm/aaaa)	tembre 2018 et sont excutées jusqu'au 28 février
II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne	
Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne 🔘 o	oui 🛇 non

L 296/138

FR

Journal officiel de l'Union européenne

12.11.2015

Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions de participation

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives	à l'inscription au registre du commerce ou de la
profession	Transporteur aérien dûment autorisé.
Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents re	quis: Certificat de transport aérien.
III.1.2) Capacité économique et financière	
☑ Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation	
Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et docu	uments requis:
Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): ²	
III.1.3) Capacité technique et professionnelle	
☑ Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation	
Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et docu	uments requis:
	es transporteurs aériens titulaires d'un certificat de
III.1.5) Informations sur les concessions réservées ² candidat devra être jointe au dossier	lité. Une copie du certificat de transporteur aérien du de candidature.
La concession est réservée à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques de personnes handicapées ou défavorisées	
L'exécution de la concession est réservée dans le cadre de programmes d'emplois pro	rtégés
III.2) Conditions liées à la concession 2	La participation est ouverte, sur le lot 1 (liaison entre Wallis et Futuna), aux transporteurs aériens sans conditions quant à la nationalité. Elle est ouverte, sur le
III.2.1) Information relative à la profession (seulement pour les concessions de services)	lot 2 (liaison entre l'aéroport de Wallis et l'aéroport de
La prestation est réservée à une profession déterminée Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables	Nandi), seulement aux transporteurs français et aux
III.2.2) Conditions d'exécution de la concession:	aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà de ceux-ci, signé à Suva le 3 juin 1981.
III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession	
☑ Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du pers	sonnel affectés à l'exécution de la concession

Section IV: Procédure

IV.1) Description

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) 16	
Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics O oui O non Sans objet	

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite d	e remise des candidatures ou de réception des offres	
Date: (jj/mm/aaaa)	Heure locale: (hh:mm) 21 août 2017, 12h00, heure de Paris	
IV.2.4) Langue(s) po	uvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation: [] [] ¹ Français	

Les candidatures seront accompagnées d'une note explicitant les capacités professionnelles et financières du candidat dans le domaine du transport aérien ainsi que ses références éventuelles en la matière. Cette note devra permettre d'apprécier la capacité du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers et préciser notamment:

- les moyens techniques dont le candidat dispose (en identifiant les types d'avions qu'il prévoit d'exploiter sur la liaison),
- les moyens humains dont le candidat dispose (et le cas échéant, les recrutements auxquels le candidat compte procéder pour exploiter la liaison) L'employeur retenu reprendra la totalité du personnel actuellement affecté à ce service (lot n° 1), sous réserve de l'acceptation des intéressés, dans les conditions de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 notamment les articles 46 et 51 bis. Cette clause doit être regardée comme une application volontaire de ces dispositions.

Si le certificat de transporteur aérien a été délivré par un Etat autre que la France, le soumissionnaire devra en outre préciser les éléments suivants:

- la nationalité de la licence des pilotes, -le droit applicable aux contrats de travail, -le régime d'affiliation aux organismes de sécurité sociale, le cas échéant, les dispositions prises pour le respect des dispositions des articles L. 1261-2, L. 1261-3, L. 1262-1 à L. 1262-5, L. 1263-1 et L. 1263-2,
- et des articles R. 1261-1 à R. 1264-3 du code du travail relatif au détachement temporaire de salariés pour effectuer une pretation de services sur le territoire national (les salariés qui ont le centre de leur activité professionnelle dans une base d'exploitation, au sens de l'article R.330-2-1 du code de l'aviation civile, située en France ne sont pas en situation de détachement).